

OBSERVATOIRE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES
INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT
AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENT
TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 019/OLUCOME/08/2017 PORTANT SUR LE
DISCOURS DU PRESIDENT PIERRE NKURUNZIZA, DEUX ANS APRES SA
REELECTION.

« Pierre NKURUNZIZA s'est assigné trois objectifs importants mais l'idéal est qu'ils ne restent pas des slogans : retour de la paix et la sécurité, établissement de la bonne gouvernance et le développement durable. »

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) a suivi avec intérêt le discours prononcé par Pierre NKURUNZIZA, le Président de la République du Burundi, deux ans après sa réélection contestée. Comme il l'a bien dit, les trois objectifs qu'il s'est assigné sont : le retour de la paix et la sécurité, l'établissement de la bonne gouvernance et le développement durable.
2. L'OLUCOME trouve que ces trois objectifs sont très importants. Cependant, l'OLUCOME n'est pas d'accord avec ce discours du Président, car il dit qu'il y a eu une amélioration en matière de la bonne gouvernance et de développement. Or, qui dit la bonne gouvernance dit la redevabilité, la transparence dans tous les services publics et l'accès facile aux services offerts par l'Etat. Mais par contre, aucun de ces trois indicateurs n'existe pas au Burundi. L'exemple le plus récent est la lettre que l'OLUCOME vient d'adresser au Président de la République qui mentionne onze (11) dossiers de marchés publics qui n'ont jamais fait objet d'appels d'offres publics. L'Observatoire trouve qu'il est très difficile donc d'affirmer qu'il y a de la bonne gouvernance au moment où les marchés publics sont attribués par favoritisme et par clientélisme.

D'ores et déjà, cet état de choses renseigne sur le degré combien élevé de la mauvaise gouvernance et de la corruption que le Burundi a déjà atteint.
3. Pour le volet de développement durable, c'est vraiment autre chose car le Burundi vient à la tête de la liste des pays les plus pauvres au monde, en considérant seulement deux indicateurs : le Produit Intérieur Brut (PIB) et le revenu par habitant. La Banque Mondiale, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la Banque Africaine de Développement (BAD) et le Fonds Monétaire International (FMI) montrent en suffisance que le Burundi est loin d'atteindre le développement durable suite justement à la mauvaise gouvernance qui est devenue un mode de vie dans notre pays.
4. D'autres indicateurs non négligeables sont la dépréciation de la monnaie et la balance commerciale. Aujourd'hui, le Burundi est à 58,8% de dépréciation monétaire par rapport à l'année de 2015 d'autant plus que le taux de change actuel d'un dollar américain est de 2700 Fbu contre 1700 Fbu le dollar en avril 2015. De plus, la balance commerciale est négative, la production industrielle est presque négative, le compte courant par

lp

rapport au PIB est négatif et la dette publique interne qu'a le Burundi est de 1250 milliards de francs burundais.

5. Par comparaison à d'autres pays de l'Afrique, le revenu par habitant au Burundi est regrettable. Il est au Burundi en 2016 à 284 dollars par an et par habitant, c'est-à-dire moins d'1 dollar par jour et par habitant, tandis que pour le Rwanda il est de plus de 700 dollars, pour le Burkina-Faso il est de plus de 650 dollars et pour l'Ouganda, il est de 600 dollars. Plus grave, en 2015, le taux de croissance économique du Burundi était de 4,7% et aujourd'hui, ce taux est négatif.

Bien plus, il existe d'autres facteurs qui prouvent qu'il n'y a pas eu de développement dont la diminution notoire de la qualité de formation scolaire et académique, le taux élevé de fécondité de 6 enfants par femme en moyenne, la redistribution juste et équitable des ressources du pays qui n'existe pas, la richesse du pays qui se trouve dans les mains d'une poignée de gens proche du pouvoir,...

6. Bref, voilà les arguments qui poussent l'OLUCOME à dire qu'il n'est pas d'accord avec le discours du Président Pierre NKURUNZIZA qui assure que tout va bien. L'OLUCOME trouve plutôt que les politiciens ne devraient pas rester au niveau des slogans, il faut que leurs discours soient accompagnés par des faits concrets. En somme, les trois objectifs sont louables mais, leur concrétisation reste à désirer.

Vive le Burundi, vive les leaders visionnaires et non corrompus

Fait à Bujumbura, le 25/08/2017

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

